

EUROPE

## L'urgence démocratique

Bousculée par la montée des nationalismes et de l'euroscpticisme, l'Union européenne doit insuffler une ambition politique.

— Par Jean Stern

La construction d'une Europe unie a d'abord été une utopie, qui semble s'être perdue en route. Pensée comme un rempart contre les guerres, l'Union européenne (UE) paraît n'avoir prospéré qu'au profit des marchands. Comme un fait exprès, le président sortant de la Commission, Jean-Claude Juncker, se pare de vertus pour réclamer la taxation des géants du numérique, après avoir fait de son pays, le Luxembourg, un paradis fiscal pour les multinationales, y compris celles des autres pays de l'Union. Son itinéraire au service des puissants, son sens inné de la combine sont dénoncés par la plupart de mes interlocuteurs à Bruxelles – comme Eva Joly, députée écologiste depuis 2009 ou Jean Quatremer, correspondant de *Libération*, spécialiste des questions européennes depuis plus de trente ans. «*Mister Nobody*», «*roi fainéant*», «*mollasson*», et même «*ectoplasme*»: le portrait de Juncker a de quoi décourager les plus chauds partisans du projet européen. Est-elle morte pour autant cette espérance démocratique, achevée par les errements de ses politiciens et l'activisme de ses ennemis, nationalistes et populistes? Pas sûr.

### Les assauts des «oublieux de l'histoire»

Car l'Europe compte au moins une médaille à son tableau, celle d'incarner les droits humains. Elle a reçu le prix Nobel de la Paix en 2012 pour «*sa contribution à la promotion de la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe*». Son embryon de diplomatie commune est porteur d'espoir dans des pays où les droits humains sont menacés. Amnesty International souligne d'ailleurs «*le poids énorme*» de l'Union européenne et demande aux futurs députés – qui

seront élus entre le 23 et 26 mai selon les pays – de «*protéger et promouvoir le travail des défenseurs des droits humains*». Mais cet engagement reste fragile, menacé à l'intérieur même de ses frontières par des lois liberticides – en Pologne, en Hongrie, mais aussi aux Pays-Bas ou en France – et par des dirigeants qui harcèlent les ONG et mènent des campagnes aux relents antisémites. «*Ce qui bouleverse tout*», résume sobrement Eva Joly, «*c'est l'arrivée au pouvoir des oublieux et des ignorants de l'histoire*». Pour les combattre, il faut donc continuer à faire avancer l'Europe, à saper la démagogie avec un projet mobilisateur.

### «Une désintoxication morale de l'Europe»

Stefan Zweig raconte dans sa magistrale autobiographie, *Le Monde d'hier*, une Europe en cours de destruction. Il s'est suicidé en février 1942, quelques semaines après avoir achevé ce livre, accablé par la folie criminelle nazie. Austro-Hongrois d'origine juive, pacifiste, Zweig était favorable aux États-Unis d'Europe pour éloigner les guerres ravageuses. La Première Guerre mondiale avait tué près de 10% de la population d'Europe continentale, militaires et civils confondus, et plus de 20 millions de soldats en sont revenus mutilés. Témoin de cette horreur, «*partout le sang montait à la tête des États*», Zweig réclame une «*désintoxication morale de l'Europe*». Il écrit, en 1932, ces mots prémonitoires: «*dans toutes les nations ou presque se manifestent les mêmes phénomènes de forte et brusque irritabilité malgré une grande lassitude morale, un manque d'optimisme, une méfiance prête à s'éveiller en toute occasion*». Zweig réclame un projet basé «*sur ce que les peuples d'Europe ont en commun*». Près d'un siècle plus tard, cette maison commune qu'est l'Europe – passée de six à vingt-huit pays

– vacille sur ses bases. Le Brexit en cours réduit son influence et symbolise un de ses échecs. Cependant, il n'y a pas que les assauts des nationalistes et des populistes qui menacent l'Europe. Elle manque d'un projet fédérateur et les Européens sont déçus, car ils espéraient mieux. L'euroscpticisme les gagne. «*Le vrai problème de l'Europe, c'est la démocratie*», s'inquiète Jean Quatremer, qui réclame une profonde réforme des institutions pour les rendre plus transparentes et plus souples. D'autres veulent dépasser les États-Nations. «*Ils sont aujourd'hui des obstacles insurmontables à la progression de l'Europe*», estime Jean-François Billeter, auteur du récent *Demain l'Europe*, plaider en faveur d'une République européenne comme porte de sortie par le haut.

chômeurs étaient victimes du durcissement des politiques sociales et du creusement des inégalités. Certes, dans plusieurs pays de l'Est européen, les revenus des plus pauvres ont progressé depuis dix ans. Mais, en Espagne et ailleurs, les systèmes de santé se sont dégradés. Pourtant le bilan de ces mauvaises réponses n'a été tiré ni par la Commission ni par la plupart des gouvernements. Dans la «*crise de l'accueil des migrants*», l'Europe s'est révélée impuissante à promouvoir une solution commune, humaine et digne. Les 20 000 morts et disparus en Méditerranée depuis 2014 comme le sort de l'*Aquarius*, définitivement bloqué à Marseille, en sont les tristes illustrations, se désole Amnesty. Or l'immigration est, selon plusieurs études, considérée par les citoyens comme le problème le plus important auquel doit faire face l'Europe, devant le chômage et le terrorisme. Là où de nombreux citoyens, comme en Allemagne, ont montré leur sens de l'hospitalité, les institutions et la plupart des gouvernements sont restés paralysés par les supposés préjugés de leurs opinions, comme par les excès sémantiques de théoriciens faisaient. Là où il fallait du courage, l'UE s'est montrée lâche.

### Les opinions y croient toujours

Et malgré tout, les citoyens y croient, et même de plus en plus, en particulier dans la plupart des pays de l'ancien bloc de l'Est où ils sont beaucoup plus pro-européens que leurs dirigeants. 62% des Français se sentent citoyens de l'Union et 59% se disent «*attachés à l'Europe*», selon l'Eurobaromètre. Surprise: en Hongrie, en Pologne et en

Slovaquie (eh oui!) comme en Allemagne, le sentiment de citoyenneté européenne reçoit l'adhésion de plus de 80% de la population. Mais les Français sont loin de rejeter l'Europe. 64% pensent que plus de décisions devraient se prendre au niveau européen, devant les Allemands ou les Néerlandais (à 57%). Autre donnée significative: 49% des citoyens européens estiment que leur «*voix compte en Europe*». Ils n'étaient que 26% en 2011, au plus fort de la crise, signe que la confiance est en hausse. L'Europe a donc moins un problème de légitimité que d'efficacité. «*On part de loin*», détaille Eva Joly. «*Il n'y avait pas de démocratie en Europe au départ. En dix ans, j'ai vu les pouvoirs du Parlement grandir. Nous avons créé un Parlement européen, on sous-estime la portée possible de cette institution qui fonctionnera ...*



### Les ravages de la crise grecque

La crise financière déclenchée par la dette publique grecque est passée par là. L'Europe a imposé aux habitants une purge sociale sévère, les citoyens en «*ont payé le prix fort*», estime ainsi Amnesty. Ses choix ont été gouvernés par les égoïsmes nationaux. «*On sait où cela a péché, on a cédé à Angela Merkel qui disait aux ménagères bavaroises de plus de 50 ans que leur argent n'irait pas aux Grecs*», explique Eva Joly. «*Les Allemands sont responsables de la dégradation de la situation*». Cette amère potion en Grèce, doublée d'une crise économique sévère en raison de l'imprudence de banquiers gavés d'argent facile, a été très mal vécue par les Européens. Pendant que l'Union s'échinait à sauver les banques, précaires, fonctionnaires, retraités,

l'année prochaine, et pourra mener des enquêtes simultanées dans plusieurs pays européens». Par exemple, des investigations dans des pays où il est de notoriété publique que des fonds européens ont été détournés, à commencer par la Hongrie de Victor Orbán et de ses proches.

### En finir avec la règle de l'unanimité

Pour faire redémarrer l'Europe, Eva Joly veut une gouvernance indépendante de la zone euro, afin de permettre une gestion partagée de la dette, la création d'une défense, pour pouvoir réagir en commun aux menaces mondiales. Et surtout, la députée réclame la fin de la règle de l'unanimité au Conseil, qui bloque les décisions européennes au nom des intérêts nationaux. «Il faut en sortir. Le Parlement fonctionne assez bien grâce à la culture du compromis, poursuit Eva Joly. Au Conseil, les pays s'accrochent à leur souveraineté, et empêchent l'Europe de fonctionner. Ce n'est que renvois d'ascenseur et donnant-donnant. Or, la démocratie cela s'apprend. Il faut en finir avec une forme d'arrogance, parler de ce bien commun qu'est l'Europe, reconnaître le citoyen». Jean Quatremer, qui tient le blog «Coulisses de Bruxelles», est tout aussi favorable à l'abandon de la règle de l'unanimité. Il renchérit: «les gens ont le sentiment qu'ils n'ont plus le contrôle de leur destin, que la technocratie est un monstre qui décide dans le dos du Parlement. L'Europe donne des leçons

à tout le monde, mais elle n'est pas démocratique. La montée des partis néo-nazis, fascistes, populistes est liée au refus des États de rendre des comptes». Dans un discours à la Sorbonne, en septembre 2017, qui avait marqué les esprits, le président Emmanuel Macron a lucidement tiré les leçons de la politique de ses prédécesseurs, qu'ils soient français ou d'autres pays européens. «Nous n'avons plus proposé, nous n'avons plus voulu», déclarait alors le chef de l'État. Pour la zone euro, aujourd'hui le cœur de l'Europe, «Macron a eu raison de proposer un Parlement, un budget et un ministre des Finances. Le diagnostic était juste», poursuit Quatremer. Mais Angela Merkel n'en a pas voulu, et l'Europe reste en panne d'un projet.

«Si on ne fait rien, on va vers l'explosion. Je ne suis pas adepte du grand soir, mais il y a urgence démocratique», avertit le journaliste.

### Ceux qui rêvent d'une République

Jean-François Billeter, sinologue de profession, le dit tout net: «La Chine a fait de moi un Européen convaincu. J'ai pris conscience que ce qui est propre



Des migrants syriens traversent la frontière entre la Hongrie et la Serbie près de Roszke, le 27 août 2015. © Reuters/Bernadett Szabo

à l'Europe, les droits humains, était attaqué par la Chine. Le pouvoir chinois a les moyens de lutter politiquement, financièrement et économiquement contre les valeurs universelles». Il plaide pour «la République européenne parce que je crois à la définition de Cicéron sur ce qui la fonde: l'égalité des droits». L'idée a déjà été défendue par la politologue allemande Ulrike Guérot qui avait initié, en 2013, un Manifeste pour une République européenne, notamment signé en France par Thomas Piketty. «La République européenne n'est pas une utopie mais une idée rationnelle à laquelle il faut réfléchir, poursuit-il. Il faut envisager les choses autrement, avec les Régions par le bas et la République par le haut».

«Avant d'être démocratique, le déficit est éducatif. On ne forme pas à la citoyenneté européenne». À commencer par nos ministres... Alors, avec son club de citoyennes, Martine Méheut a invité Barbara Hendricks à chanter pour l'Europe. Devenue européenne par mariage, la diva américaine n'a pas hésité une seconde. À défaut de chemin, l'Europe a déjà une voix. Parfois les Républiques ont aussi besoin de visages. Après Marianne, pourquoi pas Arouba, la princesse de Tyr enlevée par Zeus, dont le nom serait une des étymologies du mot Europe? La diversité est dans nos gènes, n'en déplaisent aux prophètes du malheur. — J. St.

## Les institutions mode d'emploi

### Le Conseil

Composé des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union, du président de la Commission et du Commissaire aux Affaires étrangères, il dispose d'un président permanent, actuellement le Polonais Donald Tusk. Le Conseil se réunit deux fois par an, fixe les orientations politiques de l'UE. Des conseils spécifiques des ministres se réunissent également sur différentes thématiques. Sur les sujets «sensibles», ils doivent prendre leurs décisions à l'unanimité, ce qui est le plus souvent impossible.

### La Commission

Au nombre de 28, un par pays, disposant d'un mandat de cinq ans, les commissaires sont à la fois des ministres et des directeurs d'administration pour diriger l'énorme machine européenne (33000 fonctionnaires). Ils élaborent la plupart des lois, soumises ensuite au Conseil puis au Parlement. La commission est actuellement présidée par Jean-Claude Juncker. La numéro deux de fait, et non de droit, est l'Italienne Federica Mogherini, en charge des Affaires étrangères et de la politique de sécurité.

### Le Parlement

Siégeant à Bruxelles et à Strasbourg, le Parlement vote les lois et en propose, de plus en plus souvent depuis quelques années. Il est classiquement organisé en groupes politiques, au nombre de 7 dans le Parlement sortant, et dispose de commissions, permanentes ou temporaires, pour ses travaux. Les prochaines élections auront lieu entre le 23 et le 26 mai. Avant le report du Brexit au 31 octobre, il était prévu que les électeurs élisent 705 députés, contre 751 dans le Parlement sortant.

## Des initiatives innovantes

160 milliards d'euros en 2018: c'est le budget de l'Union européenne (UE), modeste comparé à celui de la France (446 milliards). Les dépenses de l'UE se concentrent principalement sur l'agriculture et le développement des territoires. Tramways, gares, mais aussi industries numériques et fermes bio, l'Europe soutient des projets structurants et innovants, mais a le plus grand mal à le faire savoir.

Son seul programme identifié par l'opinion publique est Erasmus. Depuis trente ans, plus de 9 millions de jeunes Européens ont effectué des séjours universitaires dans un autre pays que le leur. Mais l'Europe pourrait mieux faire connaître ses actions de terrain. Ainsi, l'hôpital franco-espagnol de Cerdagne, dans les Pyrénées-Orientales, propose une offre de soins performante et en deux langues aux populations

isolées des vallées montagneuses. L'investissement est européen à 60%, plus de 200 emplois ont été créés. Autre exemple: à Marseille, l'Europe soutient financièrement Urban Prod, une association d'éducation populaire qui travaille sur la réinsertion des détenus et la formation numérique. L'Europe des citoyens est au coin de la rue et tout le monde l'ignore... — J. St.

## BIBLIO EUROPE

### **L'Europe Fantôme**

Régis Debray

---

Entre un « islam massif » et des « élites déconnectées », la vision sombre et déprimée d'une Europe au projet « encalminé ».

Gallimard, 48 p., 3,90 euros.

### **Demain l'Europe**

Jean-François Billeter

---

Comment imaginer une relance de l'Europe ? Un plaidoyer novateur pour une République européenne, afin d'éviter de se « faire dépecer ».

Allia, 64 p., 6,20 euros.

### **L'Europe est-elle chrétienne ?**

Olivier Roy

---

Une analyse fine de la place du religieux dans le débat public européen et sur une conception modernisée de la laïcité.

Seuil, 204 p., 17 euros.

### **Le voyage d'Érasme, si l'Europe m'était contée**

Franck Gouéry

---

Un joli conte délicatement illustré sur les pères fondateurs de l'Europe vus par le regard d'un enfant venu d'Afrique.

Non Lieu, 120 p., 10 euros.